

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	18.04.2024
Thème	Crédit et monnaie
Mot-clés	Sans restriction
Acteurs	Union syndicale suisse (USS)
Type de processus	Sans restriction
Date	01.01.1965 - 01.01.2023

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Hirter, Hans
Zumofen, Guillaume

Citations préféré

Hirter, Hans; Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Crédit et monnaie, Union syndicale suisse (USS), 1991 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 18.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Economie	1
Crédit et monnaie	1
Compétitivité	1
Banques	1

Abréviations

POG	Postorganisationsgesetz
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
TBTF	Too big to fail

LOP	Loi sur l'organisation de la Poste
USS	Union syndicale suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
TBTF	Too big to fail

Chronique générale

Economie

Crédit et monnaie

Compétitivité

DÉBAT PUBLIC
DATE: 07.10.1991
HANS HIRTER

Nach dieser parlamentarischen Niederlage beschloss die **SP**, gemeinsam mit dem Gewerkschaftsbund gegen diese Steuerreform das **Referendum** zu ergreifen.¹

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 27.09.1992
HANS HIRTER

Die von der Linken und dem SGB mit einem Referendum bekämpfte Revision des Bundesgesetzes über die **Stempelabgaben** ist vom Volk am 27. September mit einer Ja-Mehrheit von 61.5 Prozent angenommen worden.

Banques

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL
DATE: 30.06.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Le **Conseil fédéral soumet au Parlement une révision partielle de la loi** sur l'organisation de la Poste (**LOP**). Cette modification a pour objectif d'offrir la possibilité à PostFinance d'accorder des hypothèques et des crédits en toute autonomie. La **privatisation de PostFinance** est une réponse à la baisse de sa capacité de rendement. Selon le Conseil fédéral, cette baisse de capacité, induite par la baisse des taux d'intérêts, met en danger son mandat légal de service universel en matière de trafic de paiements. La révision partielle de la LOP prolonge également plusieurs interventions parlementaires.

En outre, la séparation de PostFinance du groupe Poste et son implémentation en tant que banque d'importance systémique soumis à la législation too big to fail (TBTF) force la Confédération à combler, sur une période limitée, le découvert résiduel de fonds propres. Le Conseil fédéral demande donc au Parlement de valider un crédit d'engagement de CHF 1.7 milliards.

La privatisation de PostFinance a reçu un accueil mitigé. Si l'Union suisse des arts et des métiers (USAM) et l'Union syndicale suisse (USS) ont fustigé une attaque contre le service public, Syndicom a déjà brandi la menace du référendum.²

1) Presse vom 7.10.91

2) FF, 2021, pp.1668 s.; LT, NZZ, 1.7.21